« Qui nous protégera de la garde nationale ? » : Le conflit ruralo-urbain dans le département de l'aube

Jeff Horn

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/321>

DOI : 10.4000/ahrf.321

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2001

Pagination : 57-68

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Jeff Horn, « « Qui nous protégera de la garde nationale ? » : Le conflit ruralo-urbain dans le département de l'aube », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 323 | janvier-mars 2001, mis en ligne le 16 mars 2006, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/321> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.321>

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2022.

Tous droits réservés

« Qui nous protégera de la garde nationale ? » : Le conflit ruralo-urbain dans le département de l'aube

Jeff Horn

- 1 En Champagne méridionale, une organisation politique permettant la pression populaire précéda la formation du Club des jacobins¹. La force ou la menace qu'elle représentait s'imposèrent comme un facteur dominant dans la politique locale avant la mise en œuvre de la Terreur, particulièrement au niveau municipal mais aussi dans quelques districts et le département tout entier. La garde nationale était le moyen institutionnel qui concrétisait ces thèmes majeurs autour d'un même problème : comment passer outre aux résultats d'un scrutin défavorable ? L'habitude persistante des autorités révolutionnaires, notamment municipales, de recourir à la force plutôt que d'accepter une défaite politique apparut tôt. Étrangement, ce furent les partisans de la révolution municipale, pourtant ardents défenseurs d'une participation politique élargie et de la notion de la souveraineté du peuple, qui rejetèrent la volonté des votants et des citoyens actifs exprimée dans les scrutins départementaux. Ils se servirent de la garde nationale pour organiser leurs adhérents, résister à l'autorité de l'élite socio-économique rurale et, en fin de compte, pour dominer le département. Sous la Révolution, la garde nationale fut au centre du développement de la politique locale dans celui de l'Aube, et cette situation a été peut-être plus répandue en 1789-1790 qu'on ne le pense habituellement².
- 2 Pendant les premières années de la décennie révolutionnaire, la garde nationale fut au cœur du conflit politique en Champagne méridionale. Le spectre d'une politique populaire, puis révolutionnaire dans la ville de Troyes, futur chef-lieu du département de l'Aube, terrifiait la plupart des élites socio-économiques des campagnes et des bourgs de la région après la série d'émeutes de la faim qui culminèrent début septembre 1789, avec le terrible meurtre public du maire et la mutilation de son

cadavre. La peur qu'inspirait la « menace d'en bas », devenue plus manifeste dès avril 1788, polarisait la politique départementale³. Au printemps 1790, cette menace incita les citoyens à se rendre en masse aux urnes, ce qui valut à l'Aube le record national de participation pour l'année (73,4%) ! Ils sélectionnèrent des électeurs qui choisirent des fonctionnaires départementaux et de district explicitement destinés à éliminer, ou tout au moins à limiter l'influence de la municipalité récemment élue à Troyes⁴. Ainsi, les citoyens actifs mirent en place les éléments pour une épreuve de force entre les notables urbains du chef-lieu du département et l'élite possédante des bourgs et villages de l'Aube pendant l'été 1790⁵.

- 3 L'enjeu de cette lutte était le contrôle de la garde nationale de Troyes, devenue la force armée la plus importante dans la région⁶. Quand l'élection critique et fondamentale d'avril-mai 1790 échoua à produire pour le département une classe dirigeante acceptable pour les Troyens, la politique en Champagne méridionale se résuma pour chaque faction à tenter d'exercer la plus forte pression, formelle ou informelle, souvent à l'aide de partisans armés. La garde nationale fournissait aux notables urbains (qui formeraient bientôt le Club des jacobins) le cadre institutionnel pour organiser petits marchands, artisans et ouvriers du textile troyens en une force politique, répondant à l'idéal de la volonté du peuple et de la participation politique de tous⁷. Une fois organisée, la population de la ville, encadrée par les notables traditionnels et quelques hommes nouveaux qui soutenaient les principes révolutionnaires (ou « patriotes »), se servit de la menace de la garde nationale pour prendre le contrôle effectif de ce département largement rural, ce qui avait été impossible par le biais des élections.
- 4 Dès sa création à l'été 1789, la question de la garde nationale sema la discorde dans la politique locale. La garde nationale issue de la milice bourgeoise fut créée lors de la révolution municipale, où l'on vit un « Comité général provisoire » élu remplacer en juillet les administrateurs municipaux précédents. À la mi-août, des élections furent tenues pour élire des officiers de la garde nationale : le négociant Nicolas Camusat de Belombre, un député troyen aux États généraux, l'emporta sur le commandant de la garnison royale. Quand la nouvelle troupe refusa de réprimer l'émeute du 9 septembre, même après l'assassinat du maire, les propriétaires troyens, pour l'essentiel des négociants, marchands et maîtres artisans, formèrent deux compagnies d'élite dans la garde nationale. Leur soutien ainsi que l'arrivée de 1200 soldats royaux supplémentaires permit aux dirigeants traditionnels de la ville – magistrats du bailliage et riches négociants – de reprendre le contrôle et de prendre leur revanche, polarisant de ce fait davantage la situation. Il y eut donc trois groupes rivaux dans les forces armées à Troyes, les gardes nationales « populaires » (614 hommes), les deux compagnies d'élite (160 hommes) et la garnison royale composée de 400 hommes de troupe, ce qui ajouta à la confusion des pouvoirs politiques entre le gouvernement central à Paris, les autorités municipales traditionnelles et le Comité Général Provisoire⁸.
- 5 Lors des élections municipales en janvier-février 1790, les partisans du Comité général provisoire remportèrent la victoire. Celle-ci avait été préparée par les officiers de la garde nationale, qui avaient effrayé les privilégiés troyens, les propriétaires ruraux et les élites des bourgs et villages du département nouvellement formé⁹. La municipalité, menée par le substitut du maire, Pierre-Nicolas Perrin, futur conventionnel et régicide, sollicita immédiatement du gouvernement central la dispersion des deux compagnies d'élite et le rappel de la garnison¹⁰. Dès le début, les partisans de la politique du Comité

général provisoire ont compris le rôle prépondérant de la garde nationale dans les luttes de pouvoir locales. En 1790, la notabilité municipale est la base du pouvoir départemental : plus de 60% des électeurs et tous les Troyens l'ont déjà emporté dans les élections municipales.

- 6 Les commissaires royaux qui supervisaient la division du département en districts utilisèrent les troupes en garnison pour menacer la nouvelle municipalité de dispersion et limiter son influence régionale¹¹. Cette stratégie fonctionna puisque lors des élections du premier degré d'avril-mai, les propriétaires ruraux et les votants des bourgs et villages choisirent délibérément des électeurs, puis des fonctionnaires départementaux et de district opposés aux Troyens¹². Le choix du général Henri Picot, comte de Dampierre, comme président du département et de Jacques-Claude Beugnot, un des commissaires du roi, comme procureur général syndic, hommes qui affichaient publiquement ces vues, était important, mais ce qui est plus frappant est que sur les trente-six administrateurs du département deux seulement soient des Troyens, eux-mêmes notables traditionnels fortement opposés aux actions du Comité général provisoire. Le fait que ni l'un ni l'autre ne soit choisi comme électeur ou officier municipal à Troyes montre que ces deux hommes ne sont pas représentatifs de l'opinion dans la capitale départementale.
- 7 Une fois en place, les premiers administrateurs du département considérèrent comme de leur devoir d'éviter de nouvelles émeutes à Troyes. Ils comprirent que la présence permanente de troupes royales soutenues par les compagnies d'élite de la garde nationale était leur seule protection contre des représailles des partisans du Comité général provisoire¹³. L'administration départementale et les possédants troyens envoyèrent des délégations à Paris et à Versailles pour s'assurer que les troupes royales resteraient, même une fois le calme revenu¹⁴.
- 8 De même, la plupart des Troyens politiquement actifs désiraient désespérément se débarrasser de ces obstacles à leur liberté d'action. Un lieutenant de la garde, François Chaperon, agent de police et l'un des chefs troyens de la cause « patriote » prit les choses en main au soir du 14 juillet 1790, lors d'une représentation théâtrale achevant la commémoration troyenne de la Fête de la Fédération. Peu après le lever du rideau, Chaperon se dressa dans l'amphithéâtre et critiqua le manque d'enthousiasme « patriotique » des acteurs, les encourageant à jouer avec plus d'émotion. Du parterre, les membres des compagnies d'élite le huèrent. Une rixe s'engagea au terme de laquelle les membres des compagnies d'élite, plus nombreux, jetèrent dehors Chaperon et les autres gardes ainsi que plusieurs soldats de la garnison royale qui avaient tenté de s'interposer¹⁵.
- 9 Cet incident entraîna des plaintes qui attirèrent finalement l'attention du ministre de la Guerre, le comte de La Tour du Pin. Celui-ci décida que la garnison attisait le conflit des factions plutôt qu'elle ne l'atténuaît, et transféra l'essentiel de ses effectifs. Cent soixante citoyens actifs firent une ultime tentative pour conserver les troupes. Ils arguèrent du fait qu'ils payaient les quatre cinquièmes des taxes locales et auraient donc mérité la protection des artisans et des ouvriers du textile qui composaient la garde nationale. Parmi les signataires figuraient 19 hommes de loi, 31 anciens officiers royaux, 40 membres du clergé et 45 négociants ou manufacturiers. Ils posaient une question « Qui nous protégera de la garde nationale ? » à laquelle ils répondaient : « la garnison royale ! »¹⁶

- 10 Les grands propriétaires ruraux et ceux des bourgs du département adhéraient totalement à ce point de vue. Selon Edme Bourgoin, le procureur syndic du district de Bar-sur-Seine, « la présence des troupes de ligne appelées à Troyes a été et sera seule capable d'en imposer, de prévenir et d'empêcher les désordres trop justement craints dans cette ville »¹⁷. Ainsi donc, au moment où l'armée et la garde nationale coopéraient à la fête de la Fédération à Paris, elles étaient à couteaux tirés en Champagne méridionale. Malgré la forte concentration de Troyens riches et influents parmi les pétitionnaires et un autre appel du directoire du département, neuf cents des mille deux cents soldats quittèrent la ville de Troyes à la fin du mois de juillet. On a l'impression que, du point de vue du gouvernement central, la menace de la violence à Troyes n'était pas un risque à courir¹⁸.
- 11 Mais l'état-major de la garde nationale restait insatisfait. Il jugeait la décision du ministre de la Guerre timide et s'offensait de l'hostilité constante des administrateurs départementaux¹⁹. Les actions du gouvernement et de l'administration départementale pour tenir la ville en respect sont à la source de la mutation des partisans du Comité général provisoire aux Jacobins, désignés comme « patriotes » qui protègent la Révolution. Dans ce rôle, l'état-major tint tout d'abord tête à ses adversaires. Le commandant, Augustin Gueslon, un négociant exclu des offices municipaux avant 1789, déclara que la garde nationale pouvait assurer elle-même le maintien de l'ordre à Troyes. Dans un discours à l'administration départementale, il déclara : « Tous ceux qui s'opposent au départ des troupes sont des ennemis du bien public et de la Révolution, et il est croyable que vous avez adopté ce parti. Oui, car vous avez envoyé à Paris un des membres de votre directoire ; il est ici... [il désigne ce membre] c'est lui qui a été solliciter le contre-ordre. Si vous persistez, nous vous dénoncerons à la Nation, au roi, à M. de La Fayette, à nos frères d'armes de Paris et à toutes les gardes nationales du royaume. »²⁰
- 12 Lors d'un rassemblement général des gardes, le 4 août, ces officiers pressèrent le peuple de la ville d'imiter les citoyens de Nîmes et de Montauban qui s'étaient rebellés avec succès contre leurs administrateurs départementaux « aristocrates ». Secondés par la municipalité de Troyes, les officiers de la garde nationale commencèrent leur propre pétition à l'Assemblée nationale, demandant que les troupes royales restantes quittent la ville et que les compagnies d'élite soient dissoutes. Des gardes armés récoltèrent les signatures au porte à porte et quiconque avait des liens avec l'administration municipale était fortement « encouragé » à signer. Le comte de Dampierre, rapporte : « La portion de la garde citoyenne qui a déclaré vouloir le renvoi des troupes continue à user de tous les moyens imaginables pour grossir le nombre de ses partisans, les menaces et même les violences sont employées, on ne parle pas moins aujourd'hui que de casser et dégrader les officiers qui ont osé signer le mémoire que les citoyens actifs ont arrêté de présenter à l'Assemblée nationale et au pouvoir exécutif »²¹. Au même moment, la municipalité cessa d'accepter les ordres du département et du district, une méthode de résistance aux autorités supérieures héritée de l'Ancien Régime²².
- 13 Le Comité constitutionnel de l'Assemblée nationale refusa ces actes de rébellion des « patriotes » de la municipalité et de la garde nationale de Troyes. Dans sa décision du 29 août 1790, il encouragea fermement l'administration départementale formée selon lui de vrais patriotes. Le Comité s'efforça de limiter l'influence politique de la garde en la subordonnant clairement au directoire du département. Le Comité constitutionnel écrivit que « la Garde nationale n'étant autre chose que la réunion des citoyens eux-

mêmes appelés au besoin par l'autorité légale, pour le maintien de la chose publique, ne peut ni se considérer comme un corps, ni délibérer sur les affaires politiques, ni encore moins faire imprimer et afficher ses délibérations, ni enfin demander aux corps administratifs compte de leur conduite »²³. Afin de prévenir tout nouvel acte de « sédition », le reste de la garnison demeura à Troyes.

- 14 Les gardes nationaux et leurs alliés à la municipalité rejetèrent la décision du Comité constitutionnel. Pour assurer leur position dans l'opinion publique locale, ils discréditèrent leurs supérieurs dans la hiérarchie de l'État en les associant à l'ordre d'avant 1789, à présent détesté. La municipalité écrivit qu'ils avaient « ... la noble fierté de croire qu'ils ne doivent pas leur être subordonnés comme l'arbitraire et le despotisme. Ils savent que l'Assemblée nationale a foudroyé pour jamais ces deux monstres de l'Ancien Régime, et en a pros crit jusqu'aux simulacres qui voudraient en représenter leurs hideuses figures »²⁴. En marquant l'administration départementale du sceau de l'Ancien Régime dans les discours publics, les pamphlets et les affiches, les gardes nationaux et les partisans de la municipalité usaient avec succès de la caricature politique afin de justifier leur résistance à leurs supérieurs administratifs²⁵. Leurs adversaires répondirent en publiant un journal satirique, *Le Groupe Sire Jean*, sur le modèle du périodique parisien *Le Père Duchesne*.
- 15 Pour coordonner la résistance et préparer les élections des juges de paix qui devaient se tenir cet automne-là, trente partisans « patriotes », tous anciens adhérents du Comité général provisoire, formèrent une Société des amis de la constitution affiliée au Club des jacobins parisien. Ses membres les plus influents étaient des officiers de la garde et/ou des membres de la municipalité troyenne. Ceux-ci font partie de l'élite socio-économique, mais politiquement, ils sont des hommes nouveaux. Les premiers Jacobins à Troyes n'avaient pas eu d'offices ni de pouvoir sous l'Ancien Régime, mais par leur richesse, leurs occupations et leur rang social, ils ne sont pas loin des anciens dirigeants de la ville²⁶. Entre les Jacobins et les dirigeants traditionnels, la division était politique et c'est sur cette division qu'était polarisée la situation de la ville et du département²⁷.
- 16 La nouvelle municipalité continua à ignorer tous les ordres venant d'en haut et la garde nationale de nombreux villages des cantons forestiers et des pays de grande culture du centre et de l'ouest du département commença à jouer un rôle politique plus actif. Dans plusieurs bourgs et hameaux, on passa outre aux résultats des élections et beaucoup de maires furent déposés ou arrêtés par des gardes nationaux²⁸. Ils empêchèrent aussi l'exportation des grains et mirent en arrestation plusieurs personnes dans leur domicile²⁹. Les officiers de la garde nationale de Troyes brûlèrent publiquement tous les exemplaires du *Groupe Sire Jean* qu'ils purent trouver et dénoncèrent cette publication comme « dangereuse pour la tranquillité publique ». Le directoire du département n'envoya pas de troupes pour mettre fin à ces exactions car il craignait une réaction violente de la garde nationale troyenne, ce qui aurait conduit à une guerre civile locale³⁰.
- 17 L'administration départementale admit sa faiblesse devant les directoires de district du département, en déclarant : « C'est avec un véritable regret que nous avons appris, Messieurs, que dans certaines paroisses les gardes nationales exerçaient des actes d'autorité tout à fait contraires aux décrets de l'Assemblée nationale et se permettaient même des exactions plus répréhensibles encore »³¹. Malgré leurs craintes et les efforts redoublés des Jacobins, des gardes nationaux et des officiers municipaux de Troyes, les adversaires de ces « patriotes » gagnèrent assez facilement les élections judiciaires

d'octobre 1790 dans cinq des six districts de l'Aube. Les Jacobins de Troyes répondirent par une méfiance encore plus affichée. Unilatéralement, ils ordonnèrent aux compagnies d'élite de se dissoudre et à la garnison de quitter la ville. Bien sûr, ces ordres furent contrecarrés par la direction départementale et l'Assemblée nationale, mais il était clair que les Jacobins aubois n'étaient pas près de faiblir dans leur lutte continue contre les notables du département hors de Troyes. Et aussi longtemps qu'ils seraient soutenus par la garde nationale, ils pourraient ignorer les ordres du département et du gouvernement central en toute impunité³².

- 18 De juin à novembre 1790, l'administration départementale, menée par le comte de Dampierre et Beugnot, engagea une lutte désespérée et finalement vaine pour imposer son autorité à la municipalité troyenne et aux gardes nationales. À l'automne 1790, l'esprit combatif de l'administration départementale avait faibli devant son incapacité croissante à imposer ses décisions à Troyes et dans plusieurs autres endroits des districts de Troyes et d'Ervy. Fin octobre 1790, face à de nouvelles provocations des Troyens, l'Assemblée nationale projeta de suspendre les officiers municipaux et menaça de les poursuivre pour obstruction à l'action du gouvernement. Dampierre rejeta cette solution : une révolte armée de la garde nationale à Nantes lui faisait craindre un même dénouement pour Troyes³³.
- 19 Dampierre et les autres administrateurs départementaux devaient faire un choix. Ils pouvaient continuer sur la même voie, qui semblait devoir aboutir à un conflit armé, ou être plus conciliants. Considérant que leurs ordres étaient soit ignorés soit activement bloqués par les gardes nationaux non seulement dans la capitale départementale, mais aussi dans de nombreux cantons des alentours, Dampierre et les autres administrateurs commencèrent à recommander de plus en plus la conciliation comme la meilleure réponse à leur impuissance politique. Reconnaisant l'inévitable, l'administration départementale permit à l'état-major de la garde nationale de disperser les compagnies d'élite³⁴. Dampierre consentit à consulter encore plus fréquemment les officiers municipaux jacobins. Sa soumission aux « patriotes » jacobins lui permit de mener à son terme son mandat de président du département dans une paix relative. Ainsi, plutôt que de provoquer un conflit armé entre la garde nationale de Troyes et la garnison royale, l'administration départementale préféra abandonner son contrôle sur la ville, et finalement sur le département, aux « patriotes » et aux Jacobins³⁵.
- 20 Grâce à cette capitulation, la collecte des impôts put reprendre, les directives départementales furent généralement suivies et la garde nationale ne gêna plus le travail de l'administration. Les relations s'améliorèrent au point que la municipalité de Troyes fut prête à reconnaître publiquement la supériorité nominale de l'autorité de l'administration départementale³⁶. En compensation, l'administration départementale approuvait le retrait du reste de la garnison royale de Troyes en février 1791³⁷. Les troupes de ligne ne devaient pas revenir en permanence avant le Consulat. Un affrontement armé fut évité grâce à la seule prudence des administrateurs départementaux vis-à-vis d'un mouvement « patriote » militant qui disposait d'un profond soutien populaire.
- 21 Les administrateurs ainsi que l'élite socio-économique de l'Aube durent accepter l'emploi croissant de la menace physique et même de la violence par les gardes nationaux, à Troyes comme dans d'autres lieux du département. Mais ils n'avaient pas à la cautionner. Dampierre se plaignait constamment de la force grandissante du mouvement jacobin à Paris et à Troyes, et particulièrement de « la croissance de la

doctrine du républicanisme. Lorsque les électeurs départementaux essayèrent presque unanimement de le réélire président du département, il refusa pour reprendre son poste dans l'armée³⁸. Par une ironie du sort, il mourut en martyr de la Révolution dans la défense de Valenciennes en avril 1793. Cependant, dans l'Aube, le seul recours pour les élites départementales était de ralentir les mesures radicales ou de refuser d'agir. Ainsi, la léthargie administrative fut la forme essentielle de réponse pour la plupart d'entre elles à la « victoire » du mouvement jacobin dans l'Aube.

- 22 Le conflit au sein de l'élite politique de l'Aube se poursuivit après la capitulation de l'administration départementale en novembre 1790. Du fait de la base sociale et de la prédominance rurale de la région, les Jacobins de l'Aube avaient une bataille difficile à mener pour gagner les élections départementales. Après l'élection d'un candidat compromis comme évêque en mars 1791, ils obtinrent un bon résultat en septembre en assurant l'élection de certains de leurs partisans à des postes importants du département et à la Législative, mais ils étaient encore loin d'avoir la majorité³⁹. Même en 1792, ils échouèrent à dominer les élections départementales ; cependant sur neufs députés, l'Aube envoya trois montagnards à la Convention nationale et les administrations municipales furent popularisées⁴⁰. Tout au long de la période cruciale de 1791-1792, la garde nationale joua un rôle important en propageant l'influence des Jacobins en dehors du district de Troyes, en ouvrant des clubs affiliés, ou en introduisant des administrateurs locaux dans les clubs existants⁴¹.
- 23 La menace de la force ou de la dénonciation étant habituellement suffisante, la violence fut rarement nécessaire. Ce procédé se développa après la chute de la monarchie avec l'arrivée dans l'Aube de la première des quatorze missions menées par des représentants de la Convention nationale. Le rôle joué par les gardes nationaux comme agents de recrutement et garants de l'invulnérabilité des Jacobins cessa seulement avec le début de la guerre civile en Vendée. L'Aube contribua de manière impressionnante à la levée de l'été 1793 en envoyant 12000 recrues⁴². Les gardes qui partirent étaient souvent parmi les militants les plus actifs, ce qui amoindrit l'efficacité du commandement local⁴³. À l'automne 1793, un détachement parisien de l'armée révolutionnaire reprit le rôle de soutien à la politique révolutionnaire, et en fin de compte à la Terreur, qu'avait tenu jusque là la garde nationale. Il ne fut dispersé qu'au printemps 1794⁴⁴. Après la chute de Robespierre, les gardes nationaux comme les Jacobins furent largement discrédités. Cependant, contrairement aux Jacobins, la garde nationale ne recouvra jamais son influence dans l'Aube⁴⁵.
- 24 En conclusion, ce fut la garde nationale qui permit le succès des Jacobins dans l'Aube. Elle fournit en effet trois éléments d'une importance décisive pour cette victoire. Tout d'abord, elle fut le moyen logistique par l'intermédiaire duquel le mouvement « patriote » forma des dirigeants et recueillit le soutien populaire nécessaire pour faire face à la précoce Contre-Révolution troyenne. Ensuite, elle protégea les adhérents de la cause « patriote » de la dispersion et des représailles de l'un ou l'autre des adversaires locaux regroupés dans les « compagnies d'élite » ou l'armée royale. Enfin, la garde nationale fut le moyen majeur par lequel l'influence « patriote » puis jacobine s'étendit au-delà de la capitale départementale. En résumé, sans la garde nationale, la politique « patriote » et ultérieurement le Club des jacobins de l'Aube, eussent été mort-nés. L'objet principal de cet article était de démontrer la différence de la situation et du rôle des gardes nationales dans la politique locale avec celle du département de l'Ille-et-Vilaine étudiée par Dupuy ou celle des autres départements de l'Ouest. En se

concentrant sur les agissements du Club, on néglige le rôle précoce et crucial de la garde nationale dans le développement de la politique révolutionnaire ainsi que dans la culture politique révolutionnaire. On ne devrait pas laisser le manque général de sources « nous protéger de la garde nationale » ni nous garder d'une meilleure compréhension de son rôle dans la politique locale pendant les premières années de la Révolution.

NOTES

1. Traduit avec l'assistance de Renata Pstrag et Raymonde Monnier. L'auteur remercie Raymonde Monnier et Stephen Clay pour des suggestions très utiles.
2. Paul Bois a trouvé que la garde nationale a joué le même rôle central dans la Sarthe et Roger Dupuy a fait l'étude la plus approfondie sur le rôle de la garde nationale pendant la Révolution française, mais les deux cas concernaient l'Ouest. P. BOIS, *Paysans de l'Ouest : Des structures économiques et sociales aux options politiques depuis l'époque révolutionnaire dans la Sarthe*, Flammarion, 1971 [1960] ; R. DUPUY, *La garde nationale et les débuts de la Révolution en Ille-et-Vilaine (1789-Mars 1793)*, C. Klincksieck, 1972. La structure sociale de ces départements est très différente de celle de l'Aube et mon objet ici est seulement d'ajouter à la compréhension du développement de la politique en province et de souligner l'importance de la garde nationale hors de l'Ouest. Voir aussi Paul D'HOLLANDER, "Les gardes nationales en Limousin (juillet 1789-juillet 1790)", *Annales historiques de la Révolution française*, 1992, n°4, pp.465-489.
3. Lynn Hunt estime qu'en 1789 Troyes a connu une révolution municipale "radicale, ainsi qu'une Contre-Révolution précoce. Pour elle, "radical signifie participation populaire et mise en œuvre des idées politiques qui culmineront en l'an II. En 1790, le terme souvent employé pour décrire cette position était "patriote j'utiliserai ce terme. Lynn Avery HUNT, *Revolution and Urban Politics in Provincial France Troyes and Reims, 1786-1790*, Stanford University Press, 1978, p.5. Voir aussi John MARKOFF, *The Abolition of Feudalism : Peasants, Lords, and Legislators in the French Revolution*, Pennsylvania State University Press, 1996, p.419.
4. Pour les variations du niveau de la participation électorale dans ce département ou les caractéristiques socio-professionnelles de ces groupes, voir mon article "Toute politique est locale Une relecture critique de *Le nombre et la raison la Révolution française et les élections*, *Annales historiques de la Révolution française*, 1998, pp.89-109 où ma thèse *Elections and Elites the Development of Local Political Power in Southern Champagne, 1765-1812*, University of Pennsylvania, 1993.
5. Pour la liste des électeurs *Procès-Verbal de l'assemblée électorale pour la formation du Département de l'Aube du 31 Mai 1790 et jours suivants*, Archives nationales [ci-après AN] B I 18. J'ai groupé les électeurs de l'Aube par occupation laboureurs/cultivateurs/vignerons – 32,1% marchands/négociants – 14,0% propriétaires/bourgeois – 11,7% avocats/procureurs – 11,7% employés de l'État royal/baillis – 10,1% notaires – 8,3% fabricants/artisans/entrepreneurs 5,3% médecins/chirurgiens 3,2% clergé – 2,5% divers – 3,0% inconnu – 3,2%. En deux groupes 5,0%. Les occupations viennent d'une

compilation faite pour ma thèse, de 14000 individus formant le personnel électoral de l'Aube.

6. *Adresse d'une Partie des Citoyens Actifs de la Ville de Troyes à l'Assemblée nationale et au Roi*, 1790, Bibliothèque municipale de Troyes [ci-après BM Troyes] carton local 370.

7. Il semble que ces idées se sont formées sur les traditions politiques de la ville, les pratiques politiques mises en place par les réformes de l'Averdy en 1764-65 et l'existence des assemblées communales dans le pays du vignoble étudié par Claudine WOLIKOW, "La Maison commune. Culture politique et démocratie locale. Communautés du vignoble de Champagne méridionale dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, thèse pour le doctorat, Université de Paris I, 1994, pp.370-460. Wolikow a une compréhension différente des effets des réformes de l'Averdy. Sur ce sujet, voir mon article "The Limits of Centralization Municipal Politics in Troyes during the L'Averdy Reforms", *French History*, 9 : 2, 1995, pp.153-179.

8. Tous les chiffres des forces armées pour l'Aube sont bien inférieurs à ceux d'Ille-et-Vilaine où il y a 2000 soldats des troupes royales Rennes a 3400 gardes nationales et Saint-Malo 2600 (R. DUPUY, *La garde nationale*, op. cit., p.125). Après la réorganisation de la garde en février 1792, la garde nationale troyenne compte 1700 membres. Albert BABAUEAU, *Histoire de Troyes pendant la Révolution*, 2 tomes, Dumoulin, 1873-1874, I, pp. 480-481.

9. *Procès-verbal des séances des députés des municipalités et gardes nationales du département de l'Aube, réunis en la Ville de Troyes pour convenir d'un projet de Confédération entre elles*, 25 avril 1790, BM Troyes 108178. Une description des actions de la garde nationale en ce temps par Jacques-Claude Beugnot, futur membre de la Législative et pair de France sous Louis XVIII se trouve dans les *Procès-verbaux des délibérations du directoire du département de l'Aube*, 22 octobre 1790, Archives départementales de l'Aube [ci-après AD Aube], Ld1 registre 14.

10. Par exemple, voir la *Lettre des officiers municipaux de Troyes à l'Assemblée nationale et au roi*, 13 juillet 1790, BM Troyes Fonds Carteron 26.

11. *Discours que Sissous a prononcé, lors de sa réception, et que le directoire du département veut aujourd'hui faire supprimer*, 1790, BM Troyes Fonds Carteron 26. L'avocat Pierre-Louis Sissous est procureur de la commune de Troyes en 1790 et futur membre de la Législative. Voir aussi *Mémoire pour les officiers municipaux de la Ville de Troyes*, s.d. [1790], BM Troyes Fonds Carteron 26. Voir aussi les lettres de Trippier, Frichet, et des communes de Marigny, Lévigny, et La Ferté-sur-Aube au Comité de Constitution de l'Assemblée nationale pendant le printemps de 1790, qui se trouvent dans AN D IV 19.

12. Claudine Wolikow donne un exemple superbe de la domination des bourgs et villages de vignoble par une bourgeoisie qui est "à la fois propriétaire, officière, et marchande. Cette description démontre aussi la difficulté de la prosopographie pour la région (*La Maison commune*, op. cit., p.297).

13. Voir *Procès-verbal de la Prestation de Serment fait par les gardes nationales de la Ville de Troyes et les Troupes de ligne qui y sont en garnison*, 14 juillet 1790, et *Avis du Comité de Constitution*, 29 août 1790, BM Troyes Fonds Carteron 26, et une *Lettre des officiers municipaux de la ville de Troyes au Comité de Constitution*, 29 juin 1790, AN D IV 19.

14. *Adresse d'une partie des citoyens actifs de la Ville de Troyes...*, op. cit. et *Mémoire à l'Assemblée nationale et aux Comité de Constitution et des Rapports par le directoire du département de l'Aube*, juillet 1790, AN D IV 19.

15. *Journal du département de l'Aube* 30 et 31, 28 et 29 juillet 1790 et BABAUEAU, *Histoire de Troyes*, I, pp. 343-344.

16. *Adresse d'une partie des citoyens actifs de la ville de Troyes...*, op. cit.
17. Edme BOURGOIN, *Extrait du cahier des délibérations du directoire du district de Bar-sur-Aube*, 6 août 1790, AN D XXIX/2.
18. *Avis du Comité de constitution*, 29 août 1790, BM Troyes Fonds Carteron 26 et *Mémoire à l'Assemblée nationale et aux Comité de constitution et des rapports par le directoire du département*, op. cit.
19. L'événement qui a montré la lutte pour le pouvoir à Troyes concerne la placement de la bannière envoyée aux gardes nationales du département par les gardes nationales de Paris après la Fête de la Fédération. Si les "patriotes" de l'état-major de la garde nationale et la municipalité ont dominé la fête à Troyes pour célébrer la Fédération, le directoire du département a pris sa revanche avec leur exclusion à l'arrivée de la bannière. Il a organisé sa propre fête caractérisée par des démonstrations physiques et verbales de la supériorité en droit de l'administration départementale. Le conflit autour de la bannière a polarisé de nouveau la situation à Troyes. Voir mon article "Who Speaks for the Nation : Electoral Politics and the Issue of Sovereignty in the Department of the Aube during 1790, dans Ronald CALDWELL, Donald D. HOWARD, John W. ROONEY, Jr., John K. SEVERN, eds., *The Consortium on Revolutionary Europe 1750-1850 Selected Papers* (1994), Florida State University, 1994, pp.479-487.
20. AD Aube L 273. Cité par BABEAU, *Histoire de Troyes*, op. cit., I, pp.346-347. Ce document est désormais introuvable. Gueslon attendait la guillotine le 9 thermidor à Paris pour avoir dénoncé un agent du Comité de salut public. La chute de Robespierre le sauva.
21. Henri PICOT, *Lettre à MM du Comité des rapports*, 11 août 1790, AD Aube registre 108.
22. *Mémoire à l'Assemblée nationale...*, juillet 1790, op. cit.
23. *Avis du Comité de constitution*, 29 août 1790, BM Troyes, Fonds Carteron 26.
24. *Lettre au Comité de la constitution de la municipalité de Troyes*, 14 juillet 1790, AN D IV 19.
25. Voir *Lettre du directoire du département de l'Aube à MM du Comité des rapports* et *Lettre du directoire du département de l'Aube à M. de Dampierre*, toutes deux du 11 août 1790, AD Aube Lg1 registre 108.
26. On trouvera la prosopographie complète des Jacobins de l'Aube comparée à l'Ancien Régime dans "Who Speaks for the Nation ?...", art. cit., et dans ma thèse *Elections and Elites*, op. cit., chap. II.
27. Sur ce phénomène, voir Lynn HUNT, *Politics, Culture, and Class in the French Revolution*, University of California Press, 1984, pp.149-212. Cette partie n'est pas traduite pour la version française.
28. *Proclamation des présidents, administrateurs et procureur-syndic du district de Troyes*, 11 octobre 1790, AN F 1A 404 et les lettres au Comité Constitutionnel des cantons de Romilly et Marigny en AN D IV 19. La garde nationale de Rennes a essayé ce type d'intervention, mais pas aussi souvent que la garde nationale de Troyes. En général, les Troyens n'ont pas fait les mêmes types d'activités que les gardes nationales de l'Ille-et-Vilaine (DUPUY, *La garde nationale*, op. cit., pp.103-105, 232).
29. *Circulaire du département de l'Aube aux six Districts*, 4 octobre 1790, AD Aube Lg1 registre 109. Quatre des six districts et trois municipalités se sont plaints auprès des députés du département contre les activités des Troyens. *Lettre du directoire du département de l'Aube à MM. les députés du département de l'Aube*, 12 août 1790, AD Aube Lg1 registre 108.
30. *Extrait du procès-verbal des séances de l'assemblée du conseil général du département de l'Aube*, 9 novembre 1790, BM Troyes, Fonds Carteron 26.

31. *Circulaire du directoire du département de l'Aube aux six districts*, 4 octobre 1790, AD Aube, Lg1 registre 109.
32. *Proclamation de la municipalité de Troyes*, 14 septembre 1790, AN F 1A 404 *Loi Sur un décret de l'Assemblée nationale, du 20 novembre 1790, qui improuve la conduite de la municipalité de Troyes et Réclamation de la municipalité de Troyes*, toutes deux du 22 novembre 1790, BM Troyes, Fonds Carteron 26.
33. *Journal du département de l'Aube* 39, 29 septembre 1790.
34. Des registres de correspondance et des délibérations du directoire du département fin 1790 et jusqu'à la fuite à Varennes contiennent beaucoup des références à ce changement de politique. Voir en particulier les exemples suivants *Lettre du Directoire du Département à M. De Dampierre, député du département de l'Aube à Paris*, 18 novembre, 1790, AD Aube Lg1 registre 109 ; *Lettre du directoire du département à MM des districts d'Arcis-sur-Aube et Ervy*, 13 décembre 1790, AD Aube Lg1 registre 111 ; et *procès-verbal de la Séance publique, tenue par la Société des amis de la constitution*, 10 avril 1791, BM Troyes 108166.
35. Dupuy a trouvé que les troupes de ligne et les gardes nationales ont collaboré dès juillet 1789. En Ile-et-Vilaine, le conflit pour l'autorité concernait les gardes nationales et les municipalités, une situation bien différente de celle de l'Aube (*La garde nationale*, op. cit., pp.169-170, 174-177).
36. *Lettre de la garde nationale de Troyes et la Société des amis de la constitution de cette ville réunis au Comité de constitution militaire*, 23 janvier 1791, AN D IV 19.
37. *Procès-verbal des séances de l'Assemblée électorale du département de l'Aube tenues les vingt Mars 1791*, AN F 1C III Aube 4 et BABAUEAU, *Histoire de Troyes*, op. cit., I, pp.375-378.
38. *Adresse de Dampierre aux municipalités du département*, 25 juillet 1791, AD Aube, L 307.
39. *Journal du département de l'Aube et districts voisins* 13 (30 mars 1791) ; Jacques-Claude BEUGNOT, *Lettre à MM. de la société des amis de la constitution*, 30 mars 1791, AD Aube Lg1 registre 112 ; *Extrait du registre des délibérations de la Société des amis de la constitution d'Arcis-sur-Aube*, 1791, BM Troyes Fonds Carteron 39 ; *Extrait des feuilles et minutes déposées au secrétariat du district de Bar-sur-Seine*, 23 septembre 1791, AD Aube L 196 ; *Procès-verbal de l'Assemblée électorale du 4-9e 1791 et jours suivants*, AN F 1C III Aube 4.
40. *Procès-verbal de l'Assemblée électorale du Département de l'Aube*, 1-8 septembre 1792, AN C//178.
41. BRAMAND, *Discours sur les objets qui ont fixé l'attention des amis de la constitution de la ville de Troyes pendant les mois de Juillet & Août 1791 prononcé dans la salle de leurs séances, le mercredi 7 septembre 1791 en présence de MM. les électeurs*, BM Troyes Fonds Carteron 26 ; *Journal du département de l'Aube* 28, 13 juillet 1791 ; Jacques-Claude BEUGNOT, *Lettre pour la convocation des électeurs*, 18 août 1791, AD Aube L180 *Procès-verbal des séances de l'assemblée administrative du département de l'Aube tenues à Troyes, novembre-décembre 1791*, 24 novembre 1791, BM Troyes cabinet local 50 les listes des clubs jacobins pour l'Aube, AD Aube L327.
42. BABAUEAU, *Histoire de Troyes*, op. cit., II, pp.78-81.
43. *Procès-verbal des séances de l'assemblée administrative du département de l'Aube, tenues à Troyes dans les mois de décembre 1792, janvier & février 1793*, BM Troyes cabinet local 50 et *Adresse de Noël Raverat*, 29 juin 1793, AD Aube L282.
44. Anonyme [Robert et Augustin GUÉLON], *Histoire du terrorisme exercé à Troyes par Alexandre Rousselin et son comité révolutionnaire, pendant la tyrannie de l'ancien comité de salut public*, 1795, B.N., Rés. Lk7.9960 et Richard COBB, *The People's Armies*, trans. Marianne Elliott, Yale University Press, 1987 [1961, 1963], pp.535-536.

45. Sur ce sujet, voir mon article "Thermidor and the Crisis of Local Government, dans Bernard A. COOK, Kyle O. EIDAH, Donald D. HORWARD, et Karl A. ROIDER, eds., *The Consortium on Revolutionary Europe 1750-1850 : Selected Papers "1995"*, Florida State University Press, 1995, pp.225-232.

RÉSUMÉS

En 1790, la garde nationale devient la base de l'organisation politique populaire dans le département de l'Aube. Un groupe de « patriotes » qui s'est formé à Troyes pendant la révolution municipale de 1789, et qui contrôle les gardes nationales, ne parvient pas à l'emporter contre les élites traditionnelles de la région dans les scrutins départementaux. En novembre 1790, les dirigeants de l'administration centrale, voulant éviter une guerre civile entre l'armée royale et la garde nationale, laissent le pouvoir aux « patriotes » de la ville de Troyes et des environs qui ont formé les Clubs jacobins à cause de leur impuissance électorale. L'institution de la garde nationale permet ainsi aux « patriotes » de prendre aux élites traditionnelles un pouvoir qu'ils ne réussissaient pas à obtenir par la voie électorale.

« Who will protect us from the National Guard ? » : Urban-Rural Conflict in the Department of the Aube in 1790.

In 1790, the national guard emerged as the basis of popular political organization in the department of the Aube. A group of « patriots » which coalesced during the municipal revolution in Troyes of 1789 that controlled the national guard could not defeat the traditional elites of the region at the polls. The leadership of the departmental administration did not want to start a civil war between the royal army and the national guard and conceded power to the « patriots » of the city of Troyes and its environs that had formed Jacobin clubs because of their lack of electoral success. Institutionally, the national guard allowed the « patriots » to seize power from the traditional elites that they could not take through elections

INDEX

Mots-clés : garde nationale, jacobins, politique urbaine, Aube, Troyes

AUTEUR

JEFF HORN

Manhattan College, New York